



Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

**Le Président Ndayishimiye reçoit le Directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique**

Dans cette Edition:

page



**L**e Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, a reçu en audience le 5 mars 2026, au Palais présidentiel de Kiriri, le Directeur régional de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique, Dr Mohamed Yankub Janabi. La visite s'inscrivait dans le cadre des échanges sur les voies et moyens de renforcer davantage le secteur de la santé publique.

Dans leurs échanges, Dr Mohamed Yankub Janabi a adressé ses félicitations au Président Evariste Ndayishimiye pour ses nouvelles responsabilités en tant que Président en exercice de l'Union Africaine. Il a également salué les progrès réalisés par le Burundi dans le secteur de la santé, notamment dans la lutte contre le mpox, le choléra et le paludisme, l'introduction de la vaccination des enfants contre le paludisme, etc.

Les discussions ont ensuite porté sur les défis auxquels fait face le secteur de la santé publique, les stratégies à mettre

en œuvre pour y faire face, ainsi que l'appui de l'OMS dans un contexte marqué par la réduction des contributions de certains partenaires du secteur.

Dans ce cadre, le Directeur régional de l'OMS a sollicité l'implication du Président burundais, en sa qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, pour mener un plaidoyer en faveur de la mise en place de mécanismes de coopération entre les pays africains, notamment à travers la création de réseaux pour l'achat groupé de médicaments. Selon lui, une telle initiative permettrait de réduire considérablement le coût des produits pharmaceutiques.

Les échanges ont également abordé le renforcement de l'autorité nationale de régulation et de contrôle des médicaments afin de faire progresser le Burundi du niveau 1 au niveau 3, ainsi que la promotion de la production locale de médicaments. À cet effet, Dr Janabi a encouragé le Burundi à adhérer à l'Agence Africaine du Médicament.

Par ailleurs, le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique a annoncé son intention de visiter les camps de réfugiés congolais au Burundi afin d'évaluer la situation sanitaire et d'identifier les solutions aux défis observés.

La rencontre a aussi été marquée par la remise d'un trophée à Son Excellence Evariste Ndayishimiye, en reconnais-

Le Président Ndayishimiye reçoit le Directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique

1

Le Chef de l'Etat Ndayishimiye reçoit une délégation conduite par l'ancien Président du Botswana, Mokgweetsi Masisi dans le cadre des efforts pour la paix en RDC

2

Réunion de consultation du Cadre de partenariat pays (CPP): Six domaines mis en avant par le Gouvernement du Burundi

2

Le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement reçoit en audience le Responsable Pays de la Banque Africaine de Développement (BAD)

3

Participation du Burundi au Conseil des Ministres de l'Afrique de l'Est (EAC)

4

L'Assistant du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement reçoit en audience la Conseillère politique principale au Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA)

5

sance de son leadership exemplaire et des progrès réalisés par le Burundi dans le secteur de la santé pu-

blique. **(Présidence)**

## Le Chef de l'Etat Ndayishimiye reçoit une délégation conduite par l'ancien Président du Botswana, Mokgweetsi Masisi dans le cadre des efforts pour la paix en RDC



**L**e 2 mars 2026, au Palais de Kiriri, le Chef de l'Etat Burundais, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience une délégation conduite par Son Excellence Mokgweetsi Masisi, ancien Président du Botswana et membre du panel des Médiateurs de l'Union Africaine pour la paix en République Démocratique du Congo.

Dans le cadre de la médiation de l'Union Africaine pour le processus de paix en République démocratique du Congo, conduite par Son Excellence Faure Gnassingbé,

Médiateur désigné par l'Union Africaine, la délégation a rencontré le Président en exercice de l'Union Africaine, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, afin de discuter des initiatives diplomatiques visant à atténuer la crise sécuritaire dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Lors de cette rencontre, le Président Burundais, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, a souligné que la paix et la sécurité restent au cœur de son mandat à la tête de l'Union Africaine. Il a rappelé le rôle central du programme « Faire taire les armes », intégré dans son plan d'action, et a affirmé que le Burundi demeure pleinement engagé pour la stabilité et la paix sur le continent africain.

A l'issue de l'audience, il a été convenu d'engager les préparatifs d'une réunion regroupant les dirigeants du Rwanda, de la République Démocratique du Congo, de l'Ouganda et du Burundi, afin de promouvoir un dialogue constructif et de renforcer la solidarité régionale en vue de parvenir à une solution durable au conflit en République Démocratique du Congo et de prévenir toute escalade, en privilégiant les instruments diplomatiques, dont le dialogue. **(Présidence)**

## Réunion de consultation du Cadre de partenariat pays (CPP): Six domaines mis en avant par le Gouvernement du Burundi



**L**e Premier Ministre burundais, Monsieur Nestor Ntahontuye, a dirigé le lundi 2 mars 2026, une réunion de consultation pour le Cadre de partenariat pays (CPP) 2026-2031 avec les représentants de la Banque Mondiale. Ce cadre constitue l'instrument

stratégique majeur pour la rationalisation de la Vision du Burundi « pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ». Six domaines sont des leviers structurants au cœur de l'exigence du Burundi pour garantir une efficacité économique maximale de ce cadre.

Monsieur Nestor Ntahontuye fait savoir que le Gouvernement considère le CPP comme un levier d'accélérateur de ses priorités souveraines. « Il est impératif que les interventions du groupe de la Banque Mondiale s'inscrivent dans la trajectoire nationale. Il a mis en lumière les choix stratégiques consolidés par le programme de stabilisation macroéconomique dès 2025-2026 ».

Monsieur Ntahontuye a indiqué que six domaines sont des leviers structurants au cœur de l'exigence du Burundi pour garantir une efficacité économique maximale. Il y a

le domaine des infrastructures et corridors logistiques. Dans ce domaine, la priorité est le projet de chemin de fer absolu pour le désenclavement du pays et la réduction des coûts logistiques et l'intégration régionale du pays. D'autres sont les domaines de l'industrie extractive; de l'immigration, condition indispensable à l'industrialisation; de l'agriculture; du capital immédiat et celui de l'eau et de la sélection pour le bien-être et l'hygiène de la population burundaise. Le Gouvernement du Burundi a exprimé sa profonde gratitude envers le groupe de la Banque Mondiale pour son appui constant et sa préparation exemplaire.

Monsieur Babacar Sedikh Faye, Directeur pays de la Banque Mondiale au Burundi a signalé que cette rencontre a un objectif clair et partagé de construire un CPP complètement aligné sur les priorités nationales et surtout capable de publier des résultats concrets et mesurables aux bénéfiques des populations du Burundi. Dans cette perspective, Monsieur Faye a indiqué que le CPP doit, avant tout, refléter les priorités stratégiques et conceptuelles du Gouvernement du Burundi. Selon lui, le rôle du groupe de la

Banque Mondiale n'est pas de se substituer au choix souverain du pays, mais plutôt d'appuyer, catalyser et d'accompagner leur mise en œuvre en veillant à ce que ces interventions soient pleinement alignées avec leur mission nationale qui est d'éradiquer l'extrême pauvreté et de promouvoir toute une prospérité partagée sur une planète vivable.

Monsieur Alain Ndikumana, Ministre en charge des finances, quant à lui, souligne que cette rencontre marque une étape déterminante dans la préparation d'un document qui devra articuler clairement les priorités, les capacités de financement et les objectifs de performance nationaux. « Le Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique a assuré la coordination technique de ce processus ».

A ce titre, il a souligné qu'il veillera à ce que l'élaboration du CPP repose sur une méthodologie rigoureuse, des consultations inclusives et une programmation réaliste alignées sur les priorités nationales et la nécessité de préserver la stabilité et crédibilité de leurs financements et finances publiques. **(Le Renouveau)**

### **Le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement reçoit en audience le Responsable Pays de la Banque Africaine de Développement (BAD)**



**L**e 03 mars 2026, le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, Son Excellence l'Ambassadeur Edouard Bizimana a reçu en audience Madame Mouna DIAWARA, Res-

ponsable Pays de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Burundi qui venait pour présenter ses lettres d'accréditation.

Les deux autorités ont vivement apprécié les relations solides qui existent entre le Burundi et la BAD et se sont convenues de les renforcer davantage.

En effet, au nom de la BAD et en son nom propre, Madame Mouna DIAWARA a félicité le Ministre Edouard Bizimana pour l'accession du Burundi à la présidence de l'Union Africaine et a promis l'engagement indéfectible de son institution pour accompagner le Burundi dans la mise en œuvre de la vision du Burundi « pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » ainsi que les priorités mises en avant par Son Excellence le Président de l'Union Africaine.

Le Ministre Edouard Bizimana a, à son tour remercié la BAD pour le soutien qu'elle ne cesse d'apporter au Gouvernement du Burundi et a également promis que le Burundi sera toujours disposé à accompagner la nouvelle Représentante de la BAD au Burundi dans l'accomplissement de sa mission. **(MAEIRCD)**

## Le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement reçoit en audience l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi



**L**e Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, S.E l'Ambassadeur Edouard Bizimana a reçu en audience, ce 03 mars 2026, l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi, Monsieur Michael WIMMER.

Les deux personnalités ont échangé sur des sujets d'intérêt commun notamment ceux liés à l'état des lieux de la situation sécuritaire dans la région ainsi que les projets en cours.

Au nom du Royaume de Belgique, Monsieur Michael WIMMER a adressé ses félicitations au Ministre Edouard Bizimana pour la confiance placée au Burundi d'accéder à la présidence de l'Union Africaine pour l'année 2026. C'est un grand honneur pour le Burundi en particulier et pour le continent africain en général.

Pour la question relative à l'état actuel de la situation humanitaire et sécuritaire dans la région, le Ministre a fait savoir que la situation sécuritaire et humanitaire à l'Est de la République Démocratique du Congo reste préoccupante.

Monsieur WIMMER a en outre signalé que le Royaume de Belgique a mobilisé une enveloppe d'un million et demie (1,5M ) d'euros pour soutenir les réfugiés congolais se trouvant au Burundi et a encore une fois remercié le Gouvernement du Burundi pour les efforts fournis dans le rétablissement de la paix dans la région et pour la générosité manifestée à l'égard des réfugiés congolais. (MAEIRCD)

## Participation du Burundi au Conseil des Ministres de l'Afrique de l'Est (EAC)



**L**e 5 mars 2026 à Arusha, en Tanzanie, le Ministre Burundais des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, Son Excellence l'Ambassadeur Edouard Bizimana a participé aux activités du Conseil des Ministres de l'Afrique de l'Est (EAC) préparant le 25<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'EAC.



Au cours de ce Sommet, le Kenya est supposé passer le témoin à un autre Etat membre qui reste à déterminer étant donné que la Somalie qui devrait succéder au Kenya ne souhaite pas prendre la présidence de la communauté pour cause d'élection.

Le Sommet des Chefs d'Etat procédera également à la désignation d'un nouveau Secrétaire Général de l'EAC pour remplacer Madame Veronica Nduva qui termine son

mandat en avril 2026. Le conseil des Ministres a reconduit deux Secrétaires adjoints dont les mandats

expirent en juin et en août 2026. (MAEIRCD)

### L'Assistant du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement reçoit en audience la Conseillère politique principale au Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA)



**L**e mardi 03 mars 2026, l'Assistant du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Dé-

veloppement, Monsieur Adolphe Bukuru a reçu en audience Madame Colombe DE NICOLAY, Conseillère politique principale au Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) qui était venue pour une visite de courtoisie.

Dans leurs échanges, Madame Colombe DE NICOLAY a remercié le Gouvernement du Burundi pour l'accueil chaleureux lui réservé et a fait savoir qu'elle est accompagnée d'une équipe chargée de la mission préparatoire de la 61<sup>ème</sup> session ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de Sécurité en Afrique Centrale (UNSAC), qui aura lieu à Bujumbura au mois de mai à une date qui sera précisée dans un avenir proche.

Après avoir souhaité la bienvenue à Madame Colombe et sa délégation, Monsieur BUKURU a promis que le Ministère sera toujours disposé à collaborer avec son équipe pour la bonne réussite de cet événement. (MAEIRCD)

### Les Parlementaires à Butanyerera échangent avec les autorités locales de la zone Ngozi: Une occasion de s'informer sur les doléances de l'administration



**U**ne délégation composée des députés et des sénateurs élus dans la province de Butanyerera a tenu, le mercredi 4 mars 2026, une séance d'échanges avec les autorités locales de la zone Ngozi. Cette rencontre avait pour objectif de recueillir les préoccupations et les propositions des citoyens, pour les transmettre aux instances compétentes, afin d'y apporter des solutions appropriées. Elle s'inscrit également dans le cadre

d'une série de visites des élus du peuple prévues dans toutes les zones du pays. Elle a permis, aux autorités locales de transmettre les doléances de la population.

Honorable Emmanuel Nzeyimana, député élu à Butanyerera et chef de la délégation a indiqué que cette rencontre constitue une bonne occasion pour les élus, de se rapprocher de leurs électeurs afin d'échanger directement avec eux sur leurs préoccupations. Selon lui, ces échanges permettent d'identifier les difficultés rencontrées par la population, afin de les transmettre aux instances décisionnelles pour qu'elles trouvent des solutions adéquates. Cette visite a permis aux parlementaires d'expliquer aux autorités locales, la vision et les orientations du pays, tout en formulant des recommandations visant à éviter que la zone Ngozi soit laissée en marge du développement national. Parmi ces recommandations figurent l'augmentation de la production agricole, la promotion de la

bonne gouvernance, le renforcement de l'hygiène publique ainsi que la valorisation de l'éducation familiale, afin que les parents préparent un avenir meilleur pour leurs descendances.

L'Administrateur de la commune Ngozi, Monsieur Dominique Ndikuryayo, a insisté sur les défis qui freinent le développement de la commune. Il a notamment mentionné l'absence de titulaires pour certains postes au niveau communal et zonal, l'insuffisance des bureaux et de matériel de travail, ainsi que l'inadéquation du PCDC (Plan communal de développement communautaire) avec les réalités des activités à exécuter. Il a également souligné d'autres difficultés, notamment le manque de moyens de déplacement pour les chefs de zones, l'insuffisance du carburant qui ralentit la mise en œuvre des projets, des jugements rendus, mais non exécutés, le retard dans le paiement des producteurs

de café et de maïs, des infrastructures administratives des zones encore inachevées, ainsi que la prolifération des boissons alcoolisées produites localement, mais dangereuses pour la santé de la population. Il a aussi évoqué le problème lié à l'insuffisance de l'engrais Fomi dans le secteur agricole qui risque de compromettre la production.

Parmi les préoccupations soulevées par les autorités locales figurent également le manque d'eau potable, la surpopulation scolaire, l'insuffisance d'enseignants, les conflits fonciers, le non-respect des prix des boissons de la Brarudi, ainsi que leur rareté sur le marché, les ravins qui menacent les habitations et les infrastructures publiques. Les responsables locaux ont aussi plaidé pour la multiplication des toilettes publiques, afin de renforcer la mise en œuvre du programme d'assainissement dans la ville. **(Le Renouveau)**

### Célébration de la Journée mondiale de l'audition à l'Ecofo Stella Matutina: Une bonne audition, une source de développement humain



**L**e Ministère de la Santé Publique, à travers le Programme National de Lutte contre les Maladies non transmissibles (PNMNT) en collaboration avec le Centre d'audiologie Kaleb a célébré, le mardi 3 mars 2026, la Journée mondiale de l'audition, édition 2026 à l'Ecofo Stella Matutina. Elle est célébrée sous le thème: « Des communautés aux salles de classe: Soins auditifs pour tous les enfants ». Les intervenants ont affirmé qu'une bonne audition est une source de développement humain.

Dans son discours de circonstance, le Secrétaire Permanent au Ministère en charge de la Santé, Monsieur Jean Pierre Sinarinzi a fait savoir que la célébration de

la Journée mondiale de l'audition vise à sensibiliser la communauté en général et celle scolaire en particulier, à l'importance du dépistage précoce des troubles auditifs, à organiser des activités de dépistage en milieu scolaire, à assurer l'orientation des enfants des anomalies vers des structures de prise en charge adaptées et à promouvoir l'intégration du dépistage auditif dans les programmes de santé scolaire au Burundi. Monsieur Sinarinzi a indiqué que les statistiques de l'OMS montre que 430 millions de personnes vivent avec le handicap auditif dans le monde entier. Au Burundi, quelques études faites ont montré que 10% de la population pourraient avoir les problèmes auditifs. Ces derniers pourraient, cependant, être évitables à 60%.

Le Secrétaire Permanent au Ministère en charge de la santé a mentionné qu'au Burundi, les troubles auditifs chez l'enfant sont encore insuffisamment dépistés, notamment en milieu scolaire. « Les causes fréquentes telles que les otites mal traitées, les bouchons de cérumen ou certaines infections sont pourtant évitables ou traitables. L'absence de dépistage précoce compromet le développement du langage, la réussite scolaire et l'inclusion sociale.

Pour ce faire, Monsieur Sinarinzi a interpellé les parents à s'impliquer davantage dans la détection précoce des troubles auditifs de leurs enfants. Il a rappelé que ce sont

les parents qui doivent prendre les devants pour faciliter la prévention des troubles auditifs chez les enfants. Les enseignants doivent aussi détecter à temps si un élève souffre des problèmes d'audition. Monsieur Sinarinzi interpelle tout un chacun à s'impliquer pour la prévention, le dépistage et le traitement des troubles auditifs surtout chez les enfants en bas-âges.

Le président du Centre de l'audiologie Monsieur Kaleb, Leonard Bivahagumye a, quant à lui, fait savoir que depuis 2019, ce centre en collaboration avec le Ministère en charge de la Santé célèbre la Journée

mondiale de l'audition. Il a indiqué que durant toute cette période, le Centre Kaleb a déjà contribué dans beaucoup d'activités au Burundi qui visent la promotion de la santé auditive. Il a cité, entre autres, la formation des prestataires de santé dans la prévention, dépistage et traitement des troubles auditifs. Ledit centre a aussi pris en charge 1800 enfants souffrant des problèmes d'audition.

Monsieur Bivahagumye a saisi cette opportunité pour interpeller tout un chacun à s'impliquer dans la promotion de la santé auditive de la population en général et des enfants en particulier. **(Le Renouveau)**

### Visite du Gouverneur de la province de Butanyerera dans les zones Kiri, Kiyonza et Kigina de la commune Kirundo



**A**près la commune Busoni, le jeudi 5 mars 2026, le Gouverneur de la province de Butanyerera, Monsieur Victor Segasago, a poursuivi sa tournée dans les zones de la commune Kirundo dans l'objectif de renforcer la bonne gouvernance et de se rapprocher de la population. Cette visite s'est déroulée dans les zones Kiri, Kiyonza et Kigina où il a demandé aux autorités administratives et à la population, de lutter contre le commerce frauduleux, étant donné que ces zones sont frontalières au Rwanda. Il a également rappelé que les autorités à la base doivent bien accomplir les responsabilités qui leur sont confiées, car elles sont les plus proches de la population. Si elles travaillent correctement, la bonne gouvernance pourra ainsi se consolider.

Au cours de ces descentes dans toutes les zones visitées, le Gouverneur de la province de Butanyerera, Victor Segasago, ne cesse de rappeler aux responsables administratifs, depuis la base jusqu'au niveau des zones, leurs devoirs, afin qu'ils puissent



bien servir la population et consolider la bonne gouvernance.

Dans le but de renforcer l'administration de proximité afin que la population puisse facilement s'adresser aux autorités locales, les chefs de collines qui ne disposent pas de bureaux ont été invités à commencer à en construire à travers les travaux communautaires. Le Gouverneur a précisé que les tôles pour la toiture leur seront fournies. Il a souligné que sans lieux de travail appropriés, ils ne peuvent pas accomplir correctement leurs missions au service de la population. Etant donné que ces zones visitées sont frontalières au Rwanda, le Gouverneur Victor Segasago a demandé aux autorités, en collaboration avec la population, de s'impliquer activement dans la lutte contre la fraude, car ce type de commerce nuit gravement l'économie nationale. Concernant la mise en œuvre de la vision du Burundi, qui vise un pays émergent en 2040 et pays développé en 2060, le gouverneur a encouragé la population à s'investir davantage dans l'agriculture. Pour

améliorer la production agricole, comme il l'a déjà souligné lors d'autres visites, chaque ménage doit disposer d'une fosse à compost et pratiquer l'élevage de petits bétails. Il a également demandé aux citoyens de faire la mise en commun de leurs terres, afin de cultiver, fertiliser et récolter ensemble et en même temps.

L'Administrateur de la commune Kirundo, Jean Berchmas Ndikuriyo, a indiqué que dans les zones Kiri,

Kiyonza et Kigina, la population travaille activement dans les champs même si ces zones sont souvent confrontées aux changements climatiques, notamment la sécheresse. Concernant la santé, il a signalé qu'il existe un problème de manque de médicaments dans les centres de santé, ce qui oblige les patients à aller acheter les médicaments dans les pharmacies privées. **(Le Renouveau)**

## Validation des projets SNIF et SNEF par la BRB et les parties prenantes : l'inclusion financière, un facteur déterminant pour la modernisation de l'économie



**L**a BRB (Banque de la République du Burundi) en collaboration avec le PAIFAR-B (Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi) avec le financement du Fida, a organisé le jeudi 5 mars 2026 à Bujumbura, un atelier de haut niveau sur la validation des projets de SNIF (Stratégie Nationale d'Inclusion Financière) et de Stratégie Nationale d'Éducation Financière (SNEF), par les parties prenantes.

Dans son mot d'ouverture, Monsieur Edouard Normand Bigendako, Gouverneur de la Banque de la République du Burundi a indiqué que l'inclusion financière s'impose désormais comme un axe stratégique majeur pour renforcer la stabilité financière, stimuler la croissance économique et favoriser la réduction de la pauvreté. Elle vise à permettre à l'ensemble de la population, notamment les femmes, jeunes, populations rurales et groupes vulnérables d'accéder aux services financiers formels, fiables et adaptés à leurs besoins.

Il a aussi fait savoir que l'éducation financière contribue ainsi à renforcer la protection des constructeurs de services financiers, consolider la confiance dans le secteur financier et, par conséquent, soutenir la stabilité, la résilience et le sort de l'avenir.

Quant au Représentant résident du FIDA (Fonds International pour le Développement Agricole) a.i au Burundi, il a remercié la BRB pour son leadership et pilotage de ce processus stratégique et d'importance nationale. Il a ajouté que le FIDA réaffirme son engagement à continuer d'accompagner le Gouvernement du Burundi, la Banque Centrale, les institutions financières, le Ministère en charge des finances, de continuer leur appui dans cette phase cruciale de mise en œuvre de stratégie et de continuer à appuyer l'inclusion financière notamment les petits producteurs. Il a aussi précisé que l'inclusion financière constitue un puissant levier de transformation économique et sociale particulièrement pour les populations rurales. **(ABP)**

# Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

## Département de la Communica- tion

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

Twitter: @MAEBurundi